



MAIRIE

LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2019/004

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION
ET D'OCCUPATION DE VOIRIE
Echafaudage 2 rue du 8 mai 1945**

N° 2019/04

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions de Police Municipale à Mr Christian DEBAQUE, adjoint ;Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;Vu la demande en date du 15/01/2019 de la SAS GMG domiciliée passage de la Dîme – 83143 LE VAL concernant la pose d'un échafaudage déporté devant le 2, rue du 8 mai 1945 – 83143 LE VAL ;**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Du 18.01.19 à 8h00 au 15.03.19 à 17h00 et par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, le pétitionnaire est autorisé à installer un échafaudage déporté devant le chantier situé 2, rue du 8 mai 1945 – 83143 LE VAL.

ARTICLE 2 : Pendant le temps du montage et du démontage de l'échafaudage et uniquement pour ces deux périodes-là, le pétitionnaire est autorisé à interrompre la circulation de manière très momentanée. Le pétitionnaire s'engage alors à mettre en place une signalisation rue Nationale (au niveau du rond-point du stade) ainsi qu'à l'entrée de la rue de la Paix et à l'entrée de la place Gambetta. La signalisation devra mentionner que la rue du 8 mai 1945 est momentanément barrée. En dehors de ces périodes (montage/démontage), le pétitionnaire s'engage à laisser la circulation totalement libre.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire s'engage à respecter les exigences réglementaires relatives aux équipements de travail liés à la pose des échafaudages, notamment celles prévues dans le Code du travail (articles R. 4323-69 à R. 4323-80) et l'Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire, ou la société mandatée par lui, s'engage à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux et à faciliter la circulation des véhicules d'intervention et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégâts constatés sur le domaine public et privé.

ARTICLE 6 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le 16/01/2019

Fait au Val, le 15 janvier 2019

L'Adjoint Délégué
Christian DEBAQUE



04